

TALSMANDENS GRUPPE
SPREKERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**PRESSE-MEDDELELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE**

**INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE A LA STAMPA
MEDEDELING AAN DE PERS**

Brussels, 8 March 1974

RESUME OF SPEECH BY MR. P.J. LARDINOIS,
MEMBER OF THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
TO THE FARMERS' CLUB, LONDON, 8 MARCH 1974

In a speech delivered to the Farmers' Club, Mr. Lardinois said that the familiar concept of assured abundance of food in the Western world has changed and that also in these parts of the world adequate supplies of basic agricultural products at stable prices can no longer be taken for granted. We must learn to live in this new situation and we will therefore need to re-consider some of our former attitudes on food policy.

To a very significant degree the guarantee of secure supplies of agricultural products at stable prices lies in Europe and in the functioning of the Common Agricultural Policy.

To illustrate this, Mr. Lardinois pointed to the differences between world market prices and prices in the Community: wheat is dearer on the world market by 56%, barley by 20%, maize by 18%, durum wheat by 100%, rice by 200%, olive oil by 40% and sugar by 100%.

Speaking about the specific U.K. situation, Mr. Lardinois pointed out that Great Britain effectively benefits from its membership of the Common Market. As an example, he mentioned the case of cereals. Being a member of the Community the United Kingdom now pays less for European grain. If the U.K. had remained outside the Community, British imports would have had to pay the present export levy over and above the Continental market price.

Problems such as inflation, cost of living, energy supplies, unemployment, balance-of-payments difficulties, etc. have been brought about by external and internal factors that are known not only in Britain but in the whole of the Community. Many of these problems can only be solved on a Community basis. Therefore, it will be necessary to realise a common economic and monetary policy and common policies in the fields of energy, social and regional affairs. He stressed that it would certainly be no solution to abandon the CAP which is the only true common policy which in the present economic situation helps to give more stability. Moreover, the major part of the criticism of the CAP in the U.K. has been revealed as unfounded. While anarchy has reigned on the world market, the European market has displayed a relative stability as regards food supplies and food prices' stability from which the consumers certainly have benefited. As far as the financial burdens are concerned, which it was originally thought

./.

that the U.K. would have to bear as a result of the CAP, Mr Lardinois said that Britain's contribution to the CAP is not too heavy a burden in comparison with the potential advantages of an open market for British industrial products on the Continent. Mr Lardinois reminded his audience that in 1973 the U.K. contributed 130 million pounds to the guarantee section of the Farm Fund and drew out 63.5 million pounds from it, in a year in which guarantee expenditure in respect of the Farm Fund was unexpectedly high. For the first three months of 1974, Great Britain will have to contribute 39 million pounds and will draw out 30 million pounds. If other sectors are taken into consideration as well, such as the Social Fund, the balance is even more favourable.

Mr Lardinois, referring to the Commission's Memorandum regarding the adaptation of the CAP, said that suggestions from Member States with a view to improving the CAP are not only welcomed but taken very seriously. The Commission proposals amount to a considerable rationalisation of current agricultural policy, both of the system and of its costs, which will in part also be realised by the decisions the Council of Ministers will have to take soon concerning agricultural prices. According to Mr Lardinois this rationalisation is only a beginning. Further improvements will follow. The CAP is a continuing operation and a constant watch has to be kept on it in order to react constructively to new developments and situations. Mr Lardinois said that he is looking forward with confidence to the outcome of the imminent decisions on prices. Where there is a will to reach decisions, solutions can always be found to specific problems which really exist in the Member States.

Bruxelles, le 8 mars 1974.

RÉSUMÉ DU DISCOURS PRONONCÉ PAR M. P. J. LARDINOIS,
MEMBRE DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, AU FARMERS' CLUB DE LONDRES LE
8 MARS 1974.

Dans le discours qu'il a prononcé au Farmers' Club, M. Lardinois a déclaré que la notion familière au monde occidental d'une abondance garantie de denrées alimentaires a beaucoup évolué et que même ces parties du monde n'étaient plus assurées de pouvoir disposer à des prix stables des approvisionnements nécessaires en produits agricoles de base. Nous devons apprendre à nous accommoder de cette situation nouvelle et c'est pourquoi il est nécessaire que nous reconsidérons certaines de nos positions antérieures en matière de politique alimentaire.

L'Europe et le fonctionnement de sa politique agricole commune garantissent dans une très large mesure des approvisionnements sûrs en produits agricoles à des prix stables.

Pour illustrer ceci, M. Lardinois a souligné les différences entre les prix du marché mondial et les prix de la Communauté : sur le marché mondial, le blé est plus cher de 56 %, l'orge de 20 % et le maïs de 18 %, le blé dur de 100 %, le riz de 200 %, l'huile d'olive de 40 % et le sucre de 100 %.

Parlant de la situation spécifique du Royaume-Uni, M. Lardinois a souligné que la Grande-Bretagne tire de réels bénéfices de sa participation au Marché Commun. Il a mentionné, par exemple, le cas des céréales. Comme le Royaume-Uni est membre de la Communauté, il paie aujourd'hui le blé européen moins cher. Si le Royaume-Uni était resté en dehors de la Communauté, il aurait dû payer, pour ses importations, le prix du marché continental augmenté de la taxe actuelle à l'exportation.

Des problèmes tels que l'inflation, le coût de la vie, l'approvisionnement en énergie, le chômage, les difficultés de la balance des paiements, etc..., résultent de facteurs externes et internes qui se manifestent non seulement en Grande-Bretagne mais dans l'ensemble de la Communauté. Un grand nombre de ces problèmes ne pourront être résolus que sur une base communautaire. C'est la raison pour laquelle il sera nécessaire de mettre en oeuvre une politique économique et monétaire commune et des politiques communes dans le domaine de l'énergie, des affaires sociales et des affaires régionales. Il a montré avec insistance qu'il ne servirait certainement à rien d'abandonner la politique agricole commune qui est la seule véritable politique commune qui, dans la situation économique actuelle, constitue un élément de stabilité. En outre, la plupart des critiques formulées en Grande-Bretagne à

L'égard de la politique agricole commune se sont révélées sans fondement. Pendant que l'anarchie régnait sur le marché mondial, le marché européen a fait preuve d'une relative stabilité concernant l'approvisionnement et les prix des denrées alimentaires et cette stabilité a certainement été bénéfique pour les consommateurs. Quant au fardeau financier que la politique agricole commune devait faire peser sur le Royaume-Uni, M. Lardinois a déclaré que la contribution de la Grande-Bretagne à la politique agricole commune n'était pas excessive, comparée aux avantages potentiels que constitue pour le Royaume-Uni un marché continental ouvert à ses produits industriels. M. Lardinois a rappelé à son auditoire qu'en 1973, le Royaume-Uni avait contribué à la section garantie du Fonds agricole à concurrence d'un montant de 130 millions de livres et qu'il en avait retiré 63,5 millions de livres au cours d'une année pendant laquelle les dépenses de garantie du Fonds agricole ont été plus élevées que prévu. Pour les trois premiers mois de 1974, la Grande-Bretagne devra verser 39 millions de livres et elle obtiendra 30 millions de livres. Si l'on examine d'autres secteurs, tels que le Fonds social, le bilan est encore plus favorable.

Se référant au mémorandum de la Commission concernant l'adaptation de la politique agricole commune, M. Lardinois a déclaré que les suggestions des Etats membres en vue d'améliorer la politique agricole commune sont non seulement bienvenues mais encore examinées très sérieusement. Les propositions de la Commission visent à une rationalisation considérable de la politique agricole en vigueur, tant au niveau de son fonctionnement que de ses coûts, rationalisation qui sera également réalisée en partie par les décisions que le Conseil de ministres sera appelé à prendre incessamment concernant les prix agricoles. Selon M. Lardinois, cette rationalisation n'est qu'un commencement. D'autres améliorations suivront. La politique agricole commune est sans cesse en évolution et il importe qu'elle fasse l'objet d'une attention constante afin de permettre une réaction constructive aux nouveaux développements et aux situations nouvelles. M. Lardinois a déclaré qu'il attendait avec confiance le résultat des décisions sur les prix qui doivent être arrêtées incessamment. Lorsqu'il existe une volonté d'arriver à des décisions, il est toujours possible de trouver une solution aux problèmes spécifiques qui se posent réellement dans les Etats membres.